

Pour des *war studies* en France : un diagnostic et des propositions

Jean-Vincent Holeindre - Jean-Baptiste Jeangène Vilmer

Professeur de science politique à l'université de Poitiers et président de l'AEGES.

Chargé de mission « Affaires transversales et sécurité » au CAPS du ministère des Affaires étrangères et du Développement international, titulaire de la Chaire d'études sur la guerre du Collège d'études mondiales de la FMSH et vice-président de l'AEGES.

En France, les études sur la guerre ne bénéficient pas de la reconnaissance institutionnelle et scientifique qu'elles ont dans d'autres pays comparables. On peut notamment penser au Royaume-Uni, où le département de *war studies* du *King's College* de Londres existe depuis un demi-siècle ⁽¹⁾.

Plusieurs tentatives ont été faites par le passé, souvent avec succès, pour soutenir la pensée stratégique française, comme par exemple la Fondation pour les études de défense nationale (FEDN) qui a réuni plusieurs chercheurs importants (comme Hervé Coutau-Bégarie, Dominique David ou le général Lucien Poirier). Mais elle n'a pas duré suffisamment longtemps pour inscrire durablement en France les études sur la guerre comme champ scientifique crédible et reconnu. Cela n'empêche pas de nombreux chercheurs français de travailler sur la guerre, mais ils le font de manière isolée et l'Université, qui reste très largement imperméable à ces questions, ne se donne pas les moyens humains et budgétaires de les accueillir dans des centres de recherche interdisciplinaires qui pourtant se multiplient à l'étranger.

Comment faire pour que les choses changent durablement et concrètement, au-delà des déclarations d'intention ? Pour répondre à cette question, nous proposerons un diagnostic de la situation, avant d'en venir aux propositions. Le champ des études sur la guerre a longtemps souffert, et souffre encore, d'un double mal : la marginalisation et la fragmentation. Il a cependant été considérablement renouvelé depuis une quinzaine d'années par de nouveaux travaux issus d'une génération émergente, qui donne de l'espoir et un certain écho aux propositions suivantes.

Un champ marginalisé

Si le champ des études sur la guerre est marginalisé sur le plan universitaire, c'est d'abord parce que la guerre est vue comme un objet d'étude dépassé en

(1) Voir l'article d'Hugo Meijer : « L'étude de la guerre et de la stratégie aux États-Unis et au Royaume-Uni », Tribune n° 711 du 20 novembre 2015 (www.defnat.com).

sciences humaines et sociales. Cela tient au contexte post-totalitaire d'après-guerre froide. La « victoire » de la démocratie sur ses ennemis a été associée à l'idée d'une paix diffusant à l'échelle du monde les « valeurs libérales ». Selon cette vision, la guerre appartient au passé, non au présent et encore moins à l'avenir. L'histoire militaire a ainsi été relativement préservée, mais l'idée d'une pacification démocratique a favorisé le déclin de la polémologie et de la stratégie. Cette tendance est observable mondialement et pas seulement en France : les études sur la sécurité (*security studies*) ou sur la paix (*peace studies*) ont supplanté les études stratégiques (*strategic studies*), qui étudient la conduite de la guerre et ses enjeux politiques. Aujourd'hui, on étudie moins les guerres interétatiques (celles-ci étant de plus en plus rares) que la sécurité des individus atteints par des menaces qui ne sont pas nécessairement militaires.

Dans ce contexte global, la France, qui n'était déjà pas à la pointe sur les sujets stratégiques, a d'autant moins de raison de miser sur eux. Aujourd'hui encore, en dépit de la dégradation de la situation internationale, de l'intensification des tensions interétatiques et des menaces sécuritaires transnationales (Europe-Russie/Ukraine, Moyen-Orient, Asie-Pacifique...), les réticences vis-à-vis de ces phénomènes demeurent fortes. C'est particulièrement vrai pour la génération des *baby-boomers* qui n'a pas vécu la guerre et a diffusé l'idée d'une pacification graduelle des relations internationales. Ça l'est sans doute moins pour les générations suivantes qui ont été marquées par les attentats du 11 septembre 2001 et ses suites.

La marginalisation des études sur la guerre est en outre renforcée par le doute qui plane sur leur statut réellement scientifique. Pour ses détracteurs, ces domaines de recherche seraient trop proches du monde de la décision politique pour être pris au sérieux par des universitaires soucieux de conserver leur indépendance et leur esprit critique. Travailler sur la guerre, notamment en science politique ou en sociologie, suppose de côtoyer les autorités politiques et militaires, de les interroger. Cela est indispensable pour comprendre les ressorts de l'action politique et militaire. Or, le simple fait d'entretenir des relations avec les milieux de pouvoir est perçu au sein de l'université française comme un « pacte avec le diable », ou du moins comme une perte du regard critique qui caractérise les sciences sociales. L'historien de la guerre est au contact des archives, ce qui ne porte pas toujours à conséquence. Le spécialiste des guerres d'aujourd'hui, quant à lui, s'intéresse à des décisions qui ont un impact politique et stratégique dans le contemporain. Par exemple, quelle efficacité et quelle légitimité pour les interventions extérieures de la France ? Cette question traitée par les spécialistes d'études stratégiques nécessite de se positionner face au pouvoir. Or, ce positionnement, forcément délicat, n'est pas sans conséquence sur l'image que renvoient les universitaires spécialistes des questions de « défense » : ils sont souvent perçus par leurs collègues comme des « experts », voire des « conseillers du prince », et non plus comme des chercheurs attachés à la liberté académique.

Ainsi, il est frappant d'observer que les quelques universitaires spécialistes des questions de stratégie et de défense ont souvent été marginalisés : Gaston

Bouthoul, le fondateur de la polémologie, n'a jamais eu de poste universitaire et a mené ses recherches à l'écart de ses contemporains sociologues. Thérèse Delpech, qui a longtemps travaillé au Commissariat à l'énergie atomique, n'était guère intégrée au monde universitaire. Hervé Coutau-Bégarie était certes directeur d'études à l'École pratique des hautes études et en charge du cours de stratégie à l'École de Guerre, mais lui aussi est toujours resté en marge des réseaux universitaires. Même Raymond Aron, qui pourtant a consacré sa carrière à beaucoup d'autres sujets de philosophie et de sociologie politiques, a eu le plus grand mal à se faire accepter à la Sorbonne. Pierre Hassner, en quelque sorte l'héritier de Raymond Aron, dont le travail a été beaucoup lu à l'étranger et dans la jeune génération des politistes français aujourd'hui, a fait toute sa carrière dans le Centre de recherches internationales (Ceri) à Sciences Po, mais a toujours choisi de rester à l'écart des fonctions d'administration de la recherche. Un autre chercheur du Ceri, prématurément disparu, Bastien Irondelle, disait souvent se sentir bien seul dans le monde universitaire, qui accordait au mieux de l'indifférence, au pire du mépris, à ses travaux sur la défense. Ceux-ci ont pourtant profondément renouvelé le champ. Malgré sa perte tragique, il aura produit suffisamment de travaux marquants pour laisser une trace durable parmi la nouvelle génération de chercheurs portant le flambeau qu'il avait courageusement allumé. Sa détermination et sa passion étaient communicatives ; elles nous incitent aujourd'hui à ne plus accepter la marginalisation des études sur la guerre.

Un champ fragmenté mais renouvelé

Toutefois, la marginalisation n'est pas le seul obstacle à franchir. Il y a aussi la fragmentation du champ des études sur la guerre.

Cette fragmentation est disciplinaire d'abord, puisqu'en France les sciences « phares » qui étudient la guerre, comme l'histoire, le droit, la science politique ou la géographie, défendent leur pré carré et ne dialoguent que très peu mutuellement. Certes, il n'est pas douteux que les disciplines scientifiques existent sur le plan théorique et méthodologique. Mais il est certain également que l'étude de la guerre suppose un regard transdisciplinaire. La guerre est un fait social total, qui touche à l'économie, au droit, à la politique, au territoire, aux normes, etc. L'intelligence du phénomène guerrier se prête mal au découpage disciplinaire et suppose une approche transversale.

À la fragmentation disciplinaire s'ajoute la fragmentation institutionnelle : rivalités entre les universités, imperméabilité entre le monde des *think tanks* et des universités, méfiance entre acteurs privés et acteurs publics, atomisation des centres de recherche. Il existe bien sûr des tentatives de revitalisation et de structuration de la pensée stratégique, au sein du ministère de la Défense (Institut de recherche stratégique de l'École militaire) ou en dehors (Institut de stratégie comparée), mais ces tentatives n'ont pas permis de créer la masse critique suffisante permettant de donner à la pensée stratégique française une véritable assise.

Le principal problème est celui de la structuration du champ. En l'absence de reconnaissance universitaire, la production stratégique française est principalement le fait de travailleurs acharnés peu reconnus par l'université (comme Hervé Coutau-Bégarie), de chercheurs minoritaires au sein de leurs disciplines de rattachement (Frédéric Ramel, Frédéric Charillon, Hervé Dréviron, etc.) ou de *think tanks* fortement dépendants de la commande publique. Enfin, trop de productions ne correspondent pas aux standards scientifiques qui seraient attendus dans d'autres pays (évaluation anonyme par les pairs, revue de la littérature, travail empirique systématique, etc.), ce qui fait que le meilleur peut trop facilement côtoyer le pire. Les ressources françaises existent, mais les conditions de leur expression sont très problématiques : organiser le champ et promouvoir la rigueur scientifique, voilà qui est indispensable pour franchir un cap et se mettre au niveau d'autres pays comparables.

Pourtant, depuis une quinzaine d'années, la donne a changé, du fait de l'écllosion d'une nouvelle génération. Elle s'est imposée grâce notamment aux bourses de thèse octroyées aux doctorants par le ministère de la Défense dont il faut saluer l'effort constant et renouvelé (même s'il n'aide pas assez les chercheurs à enquêter sur les zones de conflit ou sur les archives, par exemple en refusant les autorisations). De ce fait, la marginalisation des études sur la guerre est d'autant plus incompréhensible et dommageable que nous disposons de chercheurs nombreux et talentueux qui n'attendent qu'une chose : qu'enfin l'étude scientifique de la guerre et de la stratégie soit prise au sérieux par les institutions universitaires et les revues scientifiques. Qu'enfin, également, le dialogue entre le monde universitaire et le monde militaire soit à la fois plus nourri et plus serein, chacun occupant bien sûr la place qui lui revient, en toute indépendance.

Enfin, les jeunes chercheurs travaillant sur la guerre et la défense ont l'avantage aujourd'hui d'être issus d'horizons de plus en plus divers. Par exemple, on trouve parmi eux de plus en plus de femmes. Nous devons être particulièrement sensibles à la nécessité d'une réelle diversité des profils et des parcours. Les études stratégiques en France ont peut-être souffert d'une trop grande « homogénéité » des contributeurs, ce qui favorisait l'entre soi. Or, l'entre soi permet rarement de faire progresser la pensée. Il faut ouvrir grand les portes et les fenêtres ! Alors que faire ? Venons-en maintenant aux propositions.

Propositions

Le constat que nous avons fait est le suivant : il n'y a pas encore de champ structuré d'études sur la guerre en France mais nous disposons désormais de la masse critique de chercheurs pour le constituer. Dès lors, nos propositions plaident pour une meilleure structuration du champ des études stratégiques et plus globalement des études sur la guerre. C'est l'objectif affiché de l'Association pour les études sur la guerre et la stratégie (AEGES) que nous venons de créer. Il s'agit de se donner les moyens de structurer un champ d'étude en faisant participer et dialoguer

toutes les acteurs de la pensée stratégique en France. Il importe de ne pas ajouter une strate à celles qui existent déjà, mais de fédérer les initiatives existantes dans un réseau structuré, visible et labellisé. Cela renforcera la cohérence de la pensée stratégique française à l'intérieur, ainsi que sa visibilité et sa crédibilité à l'extérieur.

L'AEGES ne se substitue donc aucunement aux groupes et institutions qui existent déjà. Elle se veut une plateforme et un réseau destinés à faciliter les contacts et les collaborations à la fois entre les disciplines et entre les institutions, qu'elles soient universitaires ou militaires, publiques ou privées. Chaque acteur doit prendre part au débat stratégique : nous créons le lieu pour faciliter cela et tout le monde a à y gagner.

Nos objectifs sont les suivants.

Défendre l'indépendance de la pensée stratégique

L'AEGES n'est rattachée à aucun établissement en particulier ni à aucun organe politique. Notre indépendance scientifique est totale, garantie par un conseil de 35 membres, civils et militaires, Français et étrangers, de disciplines et d'orientations diverses. Nos sections travaillent de manière autonome. Si le lancement de l'association a eu lieu au Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) par exemple, c'est parce que nous bénéficions de son soutien, mais cela n'implique aucune ingérence sur le fond. Nous avons des liens avec de nombreuses institutions, car notre ambition est précisément de fédérer les énergies, mais aucune ne nous dicte quoi que ce soit quant aux orientations scientifiques. L'association est d'ailleurs appelée à être financée par une grande variété d'acteurs, à commencer par ses membres qui cotisent !

Faire reconnaître les études sur la guerre et la stratégie sur le plan universitaire et institutionnel

Faire reconnaître les thèses et les thématiques au niveau du Conseil national des universités (qui octroie les qualifications aux fonctions de maître de conférences), contribuer à créer des postes universitaires sachant que ces sujets plaisent beaucoup aux étudiants. La connaissance en matière de défense doit d'abord venir des universités, non des grandes écoles qui forment des praticiens, lesquels devraient davantage être formés au contact des universitaires. La création d'écoles doctorales « défense » va dans le bon sens, à condition que l'indépendance des universitaires et la qualité scientifique soient au rendez-vous.

Nourrir le dialogue entre monde militaire et monde universitaire

Le dialogue civilo-militaire est problématique car les deux communautés peuvent parfois s'engager dans un débat stérile opposant l'expérience de terrain à la méthode scientifique. Plus globalement, les relations entre le monde universitaire et

le monde politique sont complexes en France. L'université se méfie du pouvoir politique et militaire susceptible d'enfreindre son indépendance et, en retour, le pouvoir se détourne du travail universitaire jugé éloigné des réalités. Cette méconnaissance mutuelle est dommageable pour les deux parties : les responsables politiques et militaires se privent d'un savoir patiemment accumulé et qui pourrait éclairer leurs décisions. Quant aux universitaires, ils se privent d'informations précieuses qui pourraient leur permettre d'affiner leurs résultats.

Il faut sortir de cette impasse par des initiatives concrètes, comme la formation de davantage de docteurs militaires et leur participation à des jurys de thèse ; et en retour la participation des universitaires aux enseignements et aux travaux produits à l'École de Guerre. L'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) offre des formations qui permettent aux militaires et aux civils d'apprendre les uns des autres mais, en tout cas dans ses sessions nationales, il y a trop peu d'universitaires parmi les auditeurs. Il faut promouvoir ce genre de formation dans les milieux universitaires, qui devraient aussi s'ouvrir davantage, dans leurs cours, à d'autres types de publications que les livres et les articles scientifiques (rapports de *think tanks*, notes de l'Irsem), et à des intervenants militaires. Le Centre des hautes études militaires (Chem) est à ce titre un réservoir précieux d'officiers supérieurs talentueux, qui gagnent à être connus dans les amphithéâtres universitaires.

Décloisonner les études sur la guerre

La guerre n'est pas seulement un fait militaire, mais un fait social total. C'est pourquoi notre association est composée de chercheurs de diverses disciplines, qui reconnaissent s'intéresser aux mêmes objets avec différents points de vue. L'AEGES est organisée en sections d'études transversales, portant non pas sur des disciplines (histoire militaire, droit de la guerre, économie de défense, etc.) mais sur des objets (la pensée stratégique, le nucléaire, la justice pénale internationale, etc.). Cette approche par objet est une manière de surmonter les querelles disciplinaires. C'est d'ailleurs le sens profond des *strategic studies* ou des *war studies* qui s'inscrivent dans le mouvement général des *studies* (*gender studies*, *cultural studies*, etc.). Ce modèle d'hybridation disciplinaire nous semble le plus approprié aux sujets que nous étudions. Si une approche politiste, historienne ou juridique permet d'éclairer des aspects essentiels du fait guerrier, seuls une collaboration entre les disciplines et un questionnement commun permettent d'éclairer la totalité du phénomène.

Rendre visible les études sur la guerre dans le débat public

La différence, qui se mue trop souvent en méfiance, entre les chercheurs universitaires et les autres (*think tanks*, institutionnels, militaires, etc.) se voit aussi dans la manière dont ils valorisent – ou méprisent – leurs publications respectives. Deux types de positionnement devraient être évités : le mépris des universitaires

pour toute autre forme de publication que l'article scientifique anonymement évalué par les pairs dans une revue spécialisée, et le mépris réciproque de l'analyste non-universitaire ou du praticien pour cet article abscons que « personne ne lit ». Autant il y a un vrai besoin de rigueur scientifique en France, où trop de « chercheurs » ignorent les canons et les méthodes de la recherche, autant il ne faut pas dédaigner d'autres supports plus grand public qui permettent de faire sortir les études sur la guerre et la stratégie des tours d'ivoire universitaires et de faire en sorte que le débat public ne soit pas verrouillé par quelques « experts » autoproclamés. Les universitaires ont une vraie responsabilité à cet égard, surtout en ces temps troublés, et l'AEGES entend contribuer à cet effort. Un bon chercheur devrait être capable de décliner sa pensée en plusieurs formats et à destination de plusieurs publics : livres, articles scientifiques, notes pour les décideurs, tribunes dans la presse, interventions dans les médias, présence sur les réseaux sociaux, etc.

Créer à terme un département d'études sur la guerre

Plusieurs d'entre nous sont passés par le *Department of War Studies* du *King's College* de Londres, ou d'autres centres d'études sur la guerre à l'étranger, au sein desquels cohabitent harmonieusement plusieurs disciplines parce qu'elles partagent des objets communs. Les étudiants y suivent des cours de théorie des relations internationales, d'histoire militaire, d'économie de défense, etc., dans un cursus complet leur permettant de comprendre la complexité du fait militaire. C'est précisément ce qui manque en France, où il n'y a même pas de département de relations internationales, alors qu'ils existent ailleurs depuis près d'un siècle ! L'association n'est qu'une première étape : la grande ambition de l'AEGES est de contribuer à la création d'un département d'études sur la guerre en France. La route sera longue, mais d'autres indices témoignent d'une volonté commune d'y arriver, dont les importants moyens de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) pour soutenir la recherche dans ce domaine, la création d'une chaire d'études sur la guerre au Collège d'études mondiales de la Fondation Maison des sciences de l'homme, la chaire Grands enjeux stratégiques contemporains de Louis Gautier, l'Institut de la guerre et de la paix et le programme doctoral de Paris-1, etc. Le risque de ces initiatives multiples est l'éclatement, donc l'affaiblissement. Il faut faire émerger au moins un pôle de rang mondial. Travaillons-y ensemble.